Ouplicata

GREFFE
DU
TRIBUNAL DE COMMERCE
DE SAINT DIE

PLACE JULES FERRY
88100 SAINT DIE DES VOSGES
TEL 03 29 56 12 95
ACCES MINITEL 08 36 29 22 22

R E C E P I S S E D E D E P O T

SCP LEROY JEANNEL

7 QUAI JEANNE D'ARC

88100 SAINT DIE DES VOSGES

V/REF :
N/REF : 87 B 89 / A-711

LE GREFFIER DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE SAINT DIE CERTIFIE
QU'IL LUI A ETE DEPOSE A LA DATE DU 29/11/2000, SOUS LE NUMERO A-711,

P.V. D'ASSEMBLEE DU 15/09/2000
STATUTS MIS A JOUR
CONVERSION DU CAPITAL EN EUROS

AUGMENTATION DU CAPITAL

... CONCERNANT LA SOCIETE
STOCKS DIFFUSION
SOCIETE ANONYME
105 RUE D ALSACE
SAINT DIE
88100 SAINT DIE

R.C.S SAINT DIE 330 119 694 (87 B 89)

LE GREFFIER

Le Commis Greffier assermenté
Evelyne METAYER

L'ORIGINAL DÉLIVRÉ PAR LE GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE EST ÉTABLI SUR PAPIER TRAMÉ

STOCKS DIFFUSION
Société Anonyme au capital de F. 3 000 000
Siège Social : 105 Rue d'Alsace 88100 SAINT-DIE
RCS SAINT-DIE B 330 119 694

PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 15 SEPTEMBRE 2000

L'an deux mille,

Le 15 septembre,

A 9 heures,

Les actionnaires de la société STOCKS DIFFUSION, société anonyme au capital de 3 000 000 F, divisé en 3 000 actions de 1 000 F chacune, dont le siège est 105 Rue d'Alsace, 88100 SAINT-DIE, se sont réunis en Assemblée Générale Extraordinaire, au siège social, sur convocation faite par le Conseil d'Administration selon lettre simple adressée le 28 août 2000 à chaque actionnaire.

Il a été établi une feuille de présence, qui a été émargée par chaque actionnaire présent, au moment de son entrée en séance, tant à titre personnel que comme mandataire.

L'Assemblée est présidée par Monsieur Guy GOUGENHEIM, en sa qualité de Président du Conseil d'Administration.

Monsieur Alain GOUGENHEIM et Madame Martine FRESSE, les deux actionnaires représentant tant par eux-mêmes que comme mandataires le plus grand nombre de voix et acceptant cette fonction, sont appelés comme scrutateurs.

Madame Martine FRESSE est désignée comme secrétaire.

Monsieur Rodolphe SCHRANKO, Commissaire aux Comptes titulaire, régulièrement convoqué par lettre recommandée avec demande d'avis de réception en date du 28 août 2000, est absent excusé.

La feuille de présence, certifiée exacte par les membres du bureau, permet de constater que les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance possèdent actions sur les 3 000 actions ayant le droit de vote.

En conséquence, l'Assemblée, réunissant plus que le quorum du quart requis par la loi, est régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

FACE ANNULÉE
Art. 905 C.G.I.
Arrêté du 23 Mars 1958

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition des membres de l'Assemblée :

- les copies des lettres de convocation adressées aux actionnaires,

- la copie et l'avis de réception de la lettre de convocation du Commissaire aux Comptes,

- la feuille de présence, les pouvoirs des actionnaires représentés, et la liste des actionnaires,

- un exemplaire des statuts de la Société,

- le rapport du Conseil d'Administration,

- le texte du projet des résolutions qui sont soumises à l'Assemblée.

Le Président déclare que les documents et renseignements prévus par les dispositions législatives et réglementaires ont été adressés aux actionnaires ou tenus à leur disposition au siège social pendant le délai fixé par lesdites dispositions.

L'Assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Le Président rappelle que l'Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR

- Lecture du rapport du Conseil d'Administration,

- Augmentation du capital social d'une somme de 3.559.570 F par incorporation de réserves et élévation du nominal des actions existantes,

- Modalités d'exécution de l'augmentation de capital,

- Conversion du capital social en euros,

- Modification corrélative des statuts,

- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

Il est ensuite donné lecture du rapport du Conseil d'Administration.

Cette lecture terminée, le Président déclare la discussion ouverte.

Diverses observations sont échangées puis personne ne demandant plus la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

FACE ANNULÉE
Art. 905 C.G.I.
Arrêté du 23 Mars 1958

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'Administration, décide d'augmenter le capital social s'élevant actuellement à 3.000.000 F et divisé en 3.000 actions de 1.000 F de nominal chacune, d'une somme de 3.559.570 F pour le porter à 6.559.570 F par l'incorporation directe au capital de cette somme prélevée sur le compte « autres réserves » qui est ainsi ramené de 7.510.085 F à 3.950.515 F.

Cette augmentation de capital est réalisée par l'élévation de la valeur nominale des 3.000 actions existantes de 1.000 F à 2.186,52 F.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale constate la réalisation définitive, à compter de ce jour, de l'augmentation de capital susvisée et confère au Conseil d'Administration tous pouvoirs à l'effet de pourvoir à l'exécution des décisions qui précèdent, notamment de modifier en conséquence les comptes d'actionnaires.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide de convertir le capital social en euros par application du taux officiel de conversion qui s'élève pour 1 Euro à 6,55957 francs. Le capital passe ainsi, en conséquence de la résolution précédente, de 6.559.570 F à 1.000.000 Euros divisé en 3.000 actions.

L'Assemblée Générale décide en outre de ne plus faire apparaître la valeur nominale des actions dans les statuts.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide, comme conséquence de ce qui précède, de modifier les articles 6 et 7 des statuts de la manière suivante :

Article 6
APPORTS

Il est ajouté au texte existant le paragraphe suivant :

FACE ANNULÉE
Art. 905 C.G.I.
Arrêté du 23 Mars 1958

* Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 15 septembre 2000, le capital social a été augmenté d'une somme de 3.559.570 F par incorporation d'une somme de 3.559.570 F prélevée sur le compte « Autres Réserves » pour être porté à la somme de 6.559.570 F qui a été convertie ensuite en euros, de sorte que le capital social a été porté à 1.000.000 Euros.

Article 7
CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de UN MILLION D'EUROS (1.000.000), divisé en 3.000 actions de même catégorie, toutes intégralement libérées.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

CLOTURE

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par les membres du bureau.

Le Président
Guy GOUGENHEIM

Les Scrutateurs
Alain GOUGENHEIM *Martine FRESSE*

Le Secrétaire
Martine FRESSE

VISÉ POUR TIMBRE ET ENREGISTRÉ. RECETTE Duplicata.
DE SAINT-DIÉ LE . 30. OCT. 2008 .....
Vol .Hf2.. F° ..30.... Bord. .HJH12.
REÇU — D[illegible] ..E .320.F..... } 1970 F.
— Dts D'ENREGt 1500F..t..H..150F.
SIGNATURE : Mille neuf cent soixante dix francs.
Le Receveur Principal,
T. SAINT DIZIER

FACE ANNULÉE
Art. 905 C.G.I.
Arrêté du 23 Mars 1958

STOCKS DIFFUSION

Société Anonyme au capital de 1.000.000 Euros
Siège Social : 105 Rue d'Alsace
88100 SAINT-DIE

RCS SAINT-DIE B 330 119 694

STATUTS

Mis à jour à la date du 15 septembre 2000

Pour copie certifiée conforme,
Le Président du Conseil d'Administration,
Guy GOUGENHEIM



PARDEVANT Mº LALLEMENT,notaire à SAINT-DIE,soussigné,

ONT COMPARU

1/ Monsieur Guy Marcel GOUGENHEIM Président Directeur Général,demeurant à SAINT-DIE,Route de Dijon,

Né à LIMOGES le huit mai mil neuf cent quarante sept,

2/ Madame Nicole Suzie RYCHNER,commerçante,épouse de Monsieur Guy GOUGENHEIM sus-nommé,demeurant avec lui,

Née à POITIERS le dix sept juillet mil neuf cent quarante huit,

Monsieur & Madame GOUGENHEIM mariés sous le régime de la séparation de biens,aux termes de leur contrat de mariage reçu par Mº ARNET,notaire à SARREGUEMINES,le vingt huit mai mil neuf cent soixante neuf,préalable à leur union célébrée en la Mairie de MONTIGNY LES METZ le cinq juin mil neuf cent soixante neuf,régime non modifié,

3/ Monsieur René DESCHAMPS,clerc de notaire,demeurant à SAINT-DIE,

Agissant au nom et en qualité de mandataire de :

Monsieur Daniel GOUGENHEIM,Directeur technique,époux de Madame Marie Annette PICARD,demeurant à SARREGUEMINES 17,Rue Geiger,

Né à SARREGUEMINES le huit juillet mil neuf cent cinquante trois,

Marié sous le régime de la séparation de biens,aux termes de son contrat de mariage,reçu par Mº

LAMBERT,notaire à PHALSBOURG,le vingt deux décembre mil neuf cent soixante dix sept,préalable à son union célébrée en la Mairie de SIERSTHAL (Moselle),le vingt six décembre mil neuf cent soixante dix sept,régime non modifié,

suivant procuration sous seings privés en date du sept mai mil neuf cent quatre vingt quatre,ci-annexée après mention,

4/ M. Marcel BATAILLE,clerc de notaire,dt à TAINTRUX,

Agissant au nom et en qualité de mandataire de :

1°/ Monsieur Robert GOUGENHEIM,retraité,demeurant à SARREGUEMINES,10,Boulevard des Faïenceries,

Né à HOMBOURG (Sarre) le onze janvier mil neuf cent dix sept,

suivant procuration sous seings privés en date du sept mai mil neuf cent quatre vingt quatre,

---

2°/ Madame Riwka-dite Régine-MANOWIEZ,sans profession épouse de M. Robert GOUGENHEIM sus-nommé,demeurant avec lui,

Née à STRYKOW (Pologne) le vingt deux mars mil neuf cent vingt trois,

Monsieur & Madame GOUGENHEIM mariés sous le régime de la communauté de biens meubles et acquêts,à défaut de contrat de mariage,préalable à leur union célébrée en la Mairie de LIMOGES le quatorze juin mil neuf cent quarante cinq,régime non modifié,

suivant procuration sous seings privés en date du sept mai mil neuf cent quatre vingt quatre,

---

3°/ Monsieur Max RYCHNER, retraité , demeurant à MONTIGNY-LES-METZ (Moselle) 30-A,Rue St-Paul,

Né à SOSNOWIEC (Pologne) le vingt cinq juin mil neuf cent onze,

suivant procuration sous seings privés en date du trente avril mil neuf cent quatre vingt quatre,

---

4°/ Madame Sura ———————— NAYMARK, sans profession, épouse de Monsieur Max RYCHNER sus-nommé, demeurant avec lui,

Née à KONSTANTYNOW (Pologne) le vingt septembre mil neuf cent douze,

suivant procuration sous seings privés en date du trente avril mil neuf cent quatre vingt quatre,

lesquelles procurations demeureront ci-annexées après mention,

-M. & Mme GOUGENHEIM-RYCHNER,

-M. Daniel GOUGENHEIM,

-M. & Mme GOUGENHEIM MANOWIEZ,

-M. & Mme RYCHNER-NAYMARK,

Agissant en qualité de seuls futurs actionnaires de la société "STOCKS DIFFUSION",

Lesquels, préalablement à l'établissement et à la signature des statuts de ladite société anonyme en formation dont le siège doit âtre fixé à CHAVELOT (Vosges), ont exposé ce qui suit :

E X P O S E

Constitution sans appel public à l'épargne.-

La présente société est constituée sans appel public à l'épargne.

Capital de la société.-

Le capital de la société a été fixé à TROIS CENT MILLE FRANCS (300.000,oo F) divisé en trois mille actions de cent francs chacune, à souscrire en numéraire et sur lesquelles une somme de vingt cinq francs est immédiatement libérable.

Versement et dépôt des fonds.-

Chacun des futurs actionnaires a versé à Monsieur Guy GOUGENHEIM les sommes correspondant à la fraction immédiatement libérable du montant de leur souscription.

Ces sommes ont été déposées pour le compte de la société en formation par Monsieur Guy GOUGENHEIM, le n e u f m a i ---------- mil neuf cent quatre vingt quatre, dans les

huit jours de leur réception,à la Banque NATIONALE de PARIS,Agence de ST-DIE,1,Place Saint-Martin----------
avec la liste des futurs actionnaires.

Liste des futurs actionnaires.-

Monsieur Guy GOUGENHEIM a établi,le neuf mai ---------
--------- mil neuf cent quatre vingt quatre la liste des futurs actionnaires mentionnant les sommes versées par chacun d'eux ,dont une copie demeurera ci-annexée après mention,

Ce document est tenu par le dépositaire depuis son établissement jusqu'au retrait des fonds,à la disposition des futurs actionnaires qui peuvent en prendre connaissance et obtenir à leurs frais la délivrance d'une copie.

Certificat du dépositaire.-

Sur présentation de la liste des actionnaires,le dépositaire a délivré à la date du dépôt le certificat prévu par la loi ,dont une copie demeurera ci-annexée après mentio

Dépôt au futur siège social de l'état des actes accomplis pour le compte de la société.-

Un état des actes accomplis pour le compte de la société et des engagements qui en résultent pour celle-ci a été tenu à la disposition des futurs actionnaires à l'adresse prévue du siège social depuis le sept mai ----------
mil neuf cent quatre vingt quatre soit trois jours au moins avant la date des présentes.

Ces faits exposés,les comparants ont établi et signé ainsi qu'il suit les statuts de la présente société:

S T A T U T S

Article 1er

FORME

Il est formé entre les propriétaires des actions ci-après créées et de celles qui pourront l'être ultérieurement,une société anonyme régie par les lois en vigueur et par les présents statuts.

Article 2

OBJET

La société a pour objet :

-Achat,vente et fabrication de tous produits de consommation courante et de toute espèce d'objets neufs ou d'occasion sous l'enseigne " La Foir' Fouille".

- le tout directement ou indirectement,pour son compte ou pour le compte de tiers,soit seule,soit avec des tiers,par voie de création de sociétés nouvelles,d'apport, de commandite,de souscription,d'achat de titre ou droits sociaux,de fusion,d'alliance,de société en participation ou de prise ou de dation en location ou en gérance de tous biens ou droits,ou autrement.

- et généralement,toutes opérations financières,commerciales,industrielles,civiles,immobilières ou mobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'un des objets spécifiés ou à tout patrimoine social.

Article 3

DENOMINATION

La dénomination sociale est "STOCKS DIFFUSION "

Dans tous les actes et documents émanant de la société la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots " société anonymes" ou des initiales "S.A." et de l'énonciation du montant du capital social.

Article 4

SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé 105 Rue d'Alsace - 88100 SAINT-DIE.

Il peut être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par une simple décision du conseil d'administration,sous réserve de ratification de cette décision par la prochaine assemblée générale ordinaire,et partout ailleurs en France en vertu d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires.

Lors d'un transfert décidé par le conseil d'administration,celui-ci est autorisé à modifier les statuts en conséquence.

Article 5

DUREE

La durée de la société est fixée à cinquante années à compter de la date de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés,sauf le cas de dissolution anticipée ou de prorogation décidée par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires.

Article 6

APPORTS

Lors de la constitution,il est fait apport à la société d'une somme de trois cent mille francs (300.000,oo F) correspondant à la valeur nominale des actions,toutes de numéraire,composant le capital social,lesdites actions souscrites et libérées dans les conditions exposées ci-après,par :

-M. Guy GOUGENHEIM à concurrence de CENT QUARANTE NEUF MILLE CINQ CENTS FRANCS, | 149.500,oo

-Mme Nicole GOUGENHEIM née RYCHNER à concurrence de CENT QUARANTE NEUF MILLE CINQ CENTS FRANCS, | 149.500,oo

-M. Daniel GOUGENHEIM à concurrence de DEUX CENTS FRANCS, | 200,oo

-M. Robert GOUGENHEIM,à concurrence de DEUX CENTS FRANCS, | 200,oo

A REPORTER : | 299.400,oo

Report :	299.400,
-Mme Riwka dite Régine GOUGENHEIM née MANOWIEZ à concurrence de DEUX CENTS FRANCS,	200,
M. Max RYCHNER, à concurrence de DEUX CENTS FRANCS,	200,
-Mme S u r a ---------- RYCHNER née NAYMARK, à concurrence de DEUX CENTS FRANCS,	200,
EGALITE : TROIS CENT MILLE FRANCS	300.000,

seules personnes physiques ou morales, signataires des statuts.

La somme de SOIXANTE QUINZE MILLE FRANCS (75.000,oo F correspondant à la valeur nominale de trois mille actions de cent francs chacune, souscrites et libérée du quart de la valeur nominale a été régulièrement déposée à un compte ouvert au nom de la société en formation, à la banque Nationale de PARIS, agence de ST-DIE, 1, Place St-Martin ----------
et les versements des souscripteurs ont été constatés par un certificat établi conformément à la loi et délivré par ladite banque, le neuf mai mil neuf cent quatre vingt quatre.

La libération du surplus soit la somme de DEUX CENT VINGT CINQ MILLE FRANCS (225.000,oo F), à laquelle chacun des actionnaires s'oblige au prorata du nombre d'actions de numéraire souscrites par lui, interviendra en une ou plusieurs fois sur décision du conseil d'administration dans un délai qui ne pourra excéder cinq ans à compter de l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés et dans les conditions prévues sous l'article 9 des présents statuts.

* Par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 05 décembre 1997, le capital social a été augmenté d'une somme de DEUX MILLIONS SEPT CENT MILLE FRANCS (2.700.000 F) par incorporation de réserves et élévation de la valeur nominale des actions de 100 F à 1 000 F.

* Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 15 septembre 2000, le capital social a été augmenté d'une somme de 3.559.570 F par incorporation d'une somme de 3.559.570 F prélevée sur le compte « Autres Réserves » pour être porté à la somme de 6.559.570 F qui a été convertie ensuite en euros, de sorte que le capital social a été porté à 1.000.000 d'Euros.

Article 7
CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de UN MILLION D'EUROS (1.000.000), divisé en 3.000 actions de même catégorie, toutes intégralement libérées.

Article 8
MODIFICATION DU CAPITAL SOCIAL

I.-Le capital social peut être augmenté par tous modes et de toutes manières autorisés par la loi.

L'assemblée générale extraordinaire est seule compétente pour décider l'augmentation du capital,sur le rapport du conseil d'administration contenant les indications requises par la loi.

Conformément à la loi,les actionnaires ont,proportionnellement au montant de leurs actions,un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital,droit auquel ils peuvent renoncer à titre individuel.Ils disposent,en outre, d'un droit de souscription à titre réductible si l'assemblée générale l'a décidé expressément.

Le droit à l'attribution d'actions nouvelles,à la suite de l'incorporation au capital de réserves,bénéfices ou primes d'émission appartient au nu-propriétaire,sous réserve des droits de l'usufruitier.

II.-L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires peut aussi,sous réserve,le cas échéant,des droits des créanciers,autoriser ou décider la réduction du capital social pour telle cause et de telle manière que ce soit,mais en aucun cas,la réduction de capital ne peut porter atteinte à l'égalité entre actionnaires.

La réduction du capital social,quelle qu'en soit la cause,à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci au moins au minimum légal à moins que la société ne se transforme en société d'une autre forme n'exigeant pas un capital supérieur au capital social après sa réduction.

A défaut,tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société;celle-ci ne peut être prononcée si au jour où le tribunal statue sur le fond,la régularisation a eu lieu.

Article 9
LIBERATION DES ACTIONS

Les actions souscrites en numéraire en augmentation du capital social doivent être libérées selon les modalités fixées par l'assemblée générale extraordinaire,libération

qui ne peut être inférieure d'un quart au moins de leur valeur nominale lors de leur souscription,et le cas échéant,de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur appel du conseil d'administration,dans le délai de cinq ans à compter du jour où cette augmentation de capital est devenue définitive.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des souscripteurs quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement,par lettre recommandée avec accusé de réception,adressée à chaque titulaire d'actions.

Tout retard dans le versement des sommes dûes sur le montant non libéré des actions porte,de plein droit et sans qu'il soit besoin de procéder à une formalité quelconque,intérêt au taux légal,à partir de la date d'exigibilité,sans préjudice de l'action personnelle que la société peut exercer contre l'actionnaire défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

Article 10

FORME DES ACTIONS

Les actions sont nominatives.

Elles donnent lieu à une inscription en compte dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi.

Tant que l'inscription en compte ne sra pas devenue définitive,les titres sont représentés par des certificats indiquant les nom,prénoms et domicile du titulaire,le nombre et le numéro des actions possédées par lui;ils sont extraits de registres à souche,revêtus d'un numéro d'ordre,du timbre de la société et de la signature de deux administrateurs en exercice ou d'un administrateur et d'un délégué du conseil d'administration.

Les signatures peuvent être imprimées ou apposées au moyen d'une griffe.Toutefois,la signature des délégués du conseil d'administration est obligatoirement manuscrite.

Article 11

CESSION ET TRANSMISSION DES ACTIONS

I.-Tant que l'inscription en compte ne sera pas devenue définitive,la propriété des actions résulte de leur inscription au nom du ou des titulaires sur les registres

tenus à cet effet au siège social;leur cession s'opère,à l'égard des tiers et de la société,par une déclaration de transfert signée du cédant ou de son mandataire,et mentionnée sur ces registres.

Si les actions ne sont pas entièrement libérées,la déclaration de transfert doit être signée en outre par le cessionnaire.

La société peut exiger que la signature des parties soit certifiée par un Officier Public ou le maire de leur domicile,sous réserve des exceptions prévues par la loi.

La transmission d'actions,à titre gratuit ou en suite de décès,s'opère également par un transfert mentionné sur le registre des transferts sur justification de la mutation dans les conditions légales et sous réserve,le cas échéant,du respect de la procédure définie ci-après.

Les frais de transfert sont à la charge des cessionnaires sauf convention contraire entre cédants et cessionnaires.

Les actions non libérées des versements exigibles ne sont pas admises au transfert.

La société tient à jour la liste des personnes titulaires d'actions avec l'indication du domicile déclaré pour chacune d'elles.

Les actions de numéraire provenant d'une augmentation de capital ne sont négociables qu'après l'inscription au registre du commerce et des sociétés de la mention modificative de cette augmentation de capital.

Les actions d'apport ne peuvent être détachées de la souche et ne sont négociables que deux ans après l'accomplissement de la même formalité,sous réserve des exceptions prévues par la loi.Pendant ce délai,elles peuvent cependant être cédées par les voies civiles en observant les formalités prévues à l'article 1690 du Code Civil.

II.-Sauf en cas de succession,de liquidation de biens de communauté entre époux ou de cession,soit à un conjoint soit à un ascendant ou à un descendant ou au profit d'une personne nommée administrateur,la cession d'actions à un tiers non actionnaire à quelque titre que ce soit est soumise à l'agrément de la société dans les conditions ci-après :

1°/ En cas de cession projetée,le cédant doit en faire la déclaration à la société par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec avis de réception,en indiquant les nom,prénoms,profession et domicile du cessionnaire,ou la dénomination et le siège social s'il s'agit d'une société,le nombre des actions dont la cession est envisagée ainsi que le prix offert.

Dans les trois mois qui suivent cette déclaration,le conseil d'administration est tenu de notifier au cédant s'il accepte ou refuse la cession projetée.A défaut de notification dans ce délai de trois mois,l'agrément est réputé acquis.

La décision d'acceptation doit être prise à la majorité des deux tiers des administrateurs présents ou représentés,le cédant s'il est administrateur ne prenant pas part au vote.Conformément à la loi et aux présents statuts la présence effective de la moitié au moins des administrateurs en fonction est nécessaire.

La décision n'est pas motivée,et en cas de refus,elle ne peut jamais donner lieu à une réclamation quelconque.

Dans les dix jours de la décision,le cédant doit en être informé par lettre recommandée.En cas de refus,le cédant aura huit jours pour faire connaître dans la même forme s'il renonce ou non à son projet de cession.

2°/ Dans le cas où le cédant ne renoncerait pas à son projet,le conseil d'administration est tenu de faire acquérir les actions soit par des actionnaires ou par des tiers, soit,avec le consentement du cédant,par la société,en vue d'une réduction du capital,et ce dans le délai de trois mois à compter de la notification du refus.

A cet effet,le conseil d'administration avisera les actionnaires,par lettre recommandée de la cession projetée en invitant chaque actionnaire à lui indiquer le nombre d'actions qu'il veut acquérir.

Les offres d'achat doivent être adressées par les actionnaires au conseil d'administration,par lettre recommandée avec accusé de réception,dans les quinze jours de la notification qu'ils ont reçue.

La répartition entre les actionnaires acheteurs des actions offertes est effectuée par le conseil d'administration,proportionnellement à leur participation dans le capital et dans la limite de leurs demandes.S'il y a lieu,

les actions non réparties sont attribuées par voie de tirage au sort- auquel il est procédé par le conseil d'administration,en présence des actionnaires acheteurs ou eux dûment appelés - à autant d'actionnaires acheteurs qu'il reste d' actions à attribuer.

3°/ Si aucune demande d'achat n'a été adressée au conseil d'administration dans le délai ci-dessus,ou si les demandes ne portent pas sur la totalité des actions offertes, le conseil d'administration peut faire acheter les actions disponibles par un tiers.

4°/ Les actions peuvent être également achetées par la société si le cédant est d'accord.A cet effet,le conseil d' administration doit d'abord demander cet accord par lettre recommandée avec accusé de réception.L'actionnaire cédant doit faire connaître sa réponse dans les huit jours suivant la réception de la demande.

En cas d'accord,le conseil convoque une assemblée générale extraordinaire des actionnaires,à l'effet de décider s'il y a lieu,du rachat des actions par la Société et de la réduction corrélative du capital social.Cette convocation doit être effectuée suffisamment tôt pour que soit respecté le délai de trois mois indiqué ci-après.

Dans tous les cas d'achat ou de rachat visés ci-dessus le prix des actions est fixé ainsi qu'il est dit au 6° ci-après.

5°/ Si la totalité des actions n'a pas été achetée ou rachetée dans le délai de trois mois,à compter de la notification du refus d'autorisation de cession,l'actionnaire vendeur peut réaliser la vente au profit du cessionnaire primitif,pour la totalité des actions cédées,nonobstant les offres d'achat partielles qui auraient été faites dans les conditions visées ci-dessus.

Ce délai de trois mois peut être prolongé par ordonnance non susceptible de recours du président du Tribunal de Commerce statuant par ordonnance de référé,l'actionnaire cédant et le cessionnaire dûment appelés.

6°/ Dans le cas où les actions offertes sont acquises par des actionnaires ou par des tiers,le conseil d'administration notifie à l'actionnaire cédant les nom,prénoms,domicile du ou des acquéreurs.

Le prix de cession des actions est fixé d'accord entre eux et le cédant.Faute d'accord sur le prix,celui-ci est

déterminé par un expert,conformément aux dispositions de l' article 1843-4 du Code Civil.

Les frais d'expertise sont supportés par moitié par le vendeur et par moitié par les acquéreurs.

7°/ La cession au nom du ou des acquéreurs désignés est régularisée d'office sur la signature du président du conseil d'administration ou d'un délégué du conseil sans qu'il soit besoin de celle du titulaire des actions.

Avis est donné audit titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception,dans les huit jours de la détermination du prix,d'avoir à se présenter au siège social,pour toucher ce prix,lequel n'est pas productif d'intérêts.

8°/ Les dispositions du présent article sont applicables dans tous les cas de cession entre vifs,soit à titre gratuit,soit à titre onéreux,alors même que la cession aurait lieu par voie d'adjudication publique en vertu d'une décision de justice.Ces dispositions sont également applicables en cas d'apport en société,d'apport partiel d'actif, de fusion ou de scission.

9°/ La clause d'agrément,objet du présent article peut s'appliquer également à la cession des droits d'attribution en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserv provisions ou bénéfices.

Elle s'applique aussi en cas de cession de droit de souscription à une augmentation de capital par voie d'apports en numéraire.

Dans l'un et l'autre cas,le droit d'agrément et les conditions de rachat stipulés au présent article s'exercent sur les actions souscrites,et le délai imparti au conseil d'administration,pour notifier au tiers souscripteur s'il accepte ou non de maintenir celui-ci comme actionnaire,est de trois mois à compter de la date de réalisation définitive de l'augmentation de capital.

En cas de rachat,le prix à payer est égal à la valeur des actions nouvelles déterminée conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code Civil.

10°/ En cas d'attribution d'actions de la présente société,à la suite du partage d'une société tierce possédant ces actions en portefeuille,les attributions faites à des personnes n'ayant pas déjà la qualité d'actionnaire seront soumises à l'agrément institué par le présent article.

Le projet d'attribution à des personnes autres que des actionnaires devra,en conséquence,faire l'objet d'une demande d'agrément par le liquidateur de la société,dans les conditions fixées au 1° ci-dessus.

A défaut de notification au liquidateur de la décision du conseil d'administration,dans les trois mois qui suivront la demande d'agrément,cet agrément se trouvera acquis

En cas de refus d'agrément des attributaires ou de certains d'entre eux,le liquidateur pourra,dans un délai de trente jours à dater de la notification du refus d'agrément,modifier les attributions faites de façon à ne faire présenter que des attributaires agréés.

Dans le cas où aucun attributaire ne serait agréé,comme dans le cas où le liquidateur n'aurait pas modifié son projet de partage dans le délai ci-dessus visé,les actions attribuées aux actionnaires non agréées devront être achetées ou rachetées à la société en liquidation dans les conditions fixées sous les 2° à 4° ci-dessus.

A défaut d'achat ou de rachat de la totalité des actions,objet du refus d'agrément,dans le délai stipulé au 5° ci-dessus,le partage pourra être réalisé conformément au projet présenté.

Article 12

DROITS & OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

I.-Chaque action donne droit,dans les bénéfices et l'actif social,à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

En outre,elle donne droit au vote et à la représentation dans les assemblées générales dans les conditions légales et statutaires.

II.-Les actionnaires sont responsables à concurrence du montant nominal des actions qu'ils possèdent;au-delà, tout appel de fonds est interdit.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux statuts de la société et aux décisions de l'assemblée générale.

III.-Les héritiers,créanciers,ayants droit ou autres représentants d'un actionnaire ne peuvent requérir l'ap-

position des scellés sur les biens et valeurs de la société,ni en demander le partage ou la licitation,ni s'immiscer dans les actes de son administration;ils doivent,pour l'exercice de leurs droits,s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de l'assemblée générale.

IV.-Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque,en cas d'échange,de regroupement ou d'attribution de titres,ou en conséquence d'augmentation ou de réduction de capital,de fusion ou autre opération sociale,les propriétaires de titres isolés,ou en nombre inférieur à celui requis,ne peuvent exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement,et éventuellement de l'achat ou de la vente de titres nécessaires.

V.-A moins d'une prohibition légale,il sera fait masse entre toutes les actions de toutes exonérations ou imputations fiscales,comme de toutes taxations susceptibles d'être prises en charge par la société,avant de procéder à toute répartition ou à tout remboursement,au cours de l'existence de la société ou à sa liquidation,de telle sorte que,compte tenu de leur valeur nominale et de leur jouissance respectives,toutes les actions de même catégorie reçoivent la même somme nette.

Article 13

INDIVISIBILITE DES ACTIONS-NUE-PROPRIETE-USUFRUIT

I.-Les actions sont indivisibles à l'égard de la société.

Les propriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un seul d'entre eux,considéré comme seul propriétaire ou par un mandataire unique.En cas de désaccord,le mandataire unique peut être désigné ——— en justice à la demande du copropriétaire le plus diligent.

II.-Sauf convention contraire notifiée à la société, les usufruitiers d'actions représentent valablement les nus-propriétaires,à l'égard de la société.Toutefois,le droi de vote appartient au nu-propriétaire dans les assemblées générales extraordinaires.

Article 14

CONSEIL D'ADMINISTRATION

I.-La société est administrée par un conseil d'administration de trois membres au moins et de douze au plus,sous

réserve de la dérogation prévue par la loi en cas de fusion

En cours de vie sociale,les administrateurs sont nommés ou renouvelés dans leurs fonctions par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires.

II.-La durée de leurs fonctions est de six années au plus.

Les fonctions d'un administrateur prennent fin à l'issue de la réunion de l'assemblée générale ordinaire qui statue sur les comptes de l'exercice écoulé,tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat dudit administrateur.

Les administrateurs sont toujours rééligibles.

Ils peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale ordinaire.

III.-Les administrateurs peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales.Ces dernières doivent, lors de leur nomination,désigner un représentant permanent qui est soumis aux mêmes conditions et obligations et qui encourt les mêmes responsabilités que s'il était administrateur en son nom propre,sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente.Ce mandat de représentant permanent lui est donné pour la durée de celui de la personne morale qu'il représente.Il doit être renouvelé à chaque renouvellement du mandat de celle-ci.

Si la personne morale révoque le mandat de son représentant,elle est tenue de notifier cette révocation à la société,sans délai,par lettre recommandée,ainsi que l'identité de son nouveau représentant permanent.Il en est de même en cas de décès,de démission ou d'empêchement prolongé du représentant permanent.

IV.-Si un ou plusieurs sièges d'administrateurs deviennent vacants entre deux assemblées générales,par suite de décès ou de démission,le conseil d'administration peut procéder à une ou à des nominations à titre provisoire.

Les nominations d'administrateurs faites par le conseil d'administration sont soumises à la ratification de la plus prochaine assemblée générale ordinaire.A défaut de ratification,les délibérations prises et les actes accomplis antérieurement n'en demeurent pas moins valables.

S'il ne reste plus qu'un seul ou que deux administrateurs en fonction,celui-ci ou ceux-ci ou à défaut le ou les

commissaires aux comptes,doivent convoquer immédiatement l'assemblée générale ordinaire des actionnaires à l'effet de compléter le conseil.

L'administrateur nommé en remplacement d'un autre ne demeure en fonction que pendant le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur.

V.-Les administrateurs personnes physiques ne peuvent appartenir au total à plus de huit conseils d'administration ou conseils de surveillance de sociétés anonymes ayant leur siège en France métropolitaine,sauf les exceptions prévues par la loi.

Un salarié de la société peut être nommé administrateur si son contrat de travail est antérieur de deux années au moins à sa nomination et correspond à un emploi effectif.Toutefois,le nombre des administrateurs liés à la société par un contrat de travail ne peut dépasser le tiers des administrateurs en fonction.

Nul ne peut être nommé administrateur si,ayant dépassé l'âge de soixante quinze ans,sa nomination a pour effet de porter à plus du tiers des membres du conseil le nombre d'administrateurs ayant dépassé cet âge.Si du fait qu' un administrateur en fonctions vient à dépasser l'âge de soixante quinze ans,la proportion du tiers ci-dessus visée est dépassée,l'administrateur le plus âgé est réputé démissionnaire d'office à l'issue de la plus prochaine assemblée générale ordinaire.

Article 15

ACTIONS DE GARANTIE

Les administrateurs doivent être chacun propriétaire de d e u x actions affectées à la garantie de tous les actes de la gestion.

Ces actions sont inaliénables,frappées d'un timbre indiquant leur inaliénabilité et déposées dans la caisse sociale.

Les administrateurs nommés en cours de société peuvent ne pas être actionnaires au moment de leur nomination, mais doivent le devenir dans le délai de trois mois,à défaut de quoi ils seront réputés démissionnaires d'office.

L'ancien administrateur (ou ses ayants droit) recouvre la libre disposition des actions de garantie du seul

fait de l'approbation par l'assemblée générale ordinaire des comptes du dernier exercice pendant lequel il a été en fonction.

Article 16

BUREAU DU CONSEIL

Le conseil d'administration nomme,parmi ses membres personnes physiques,un président dont il fixe la durée des fonctions sans qu'il puisse excéder la durée de son mandat d'administrateur.

Le conseil d'administration nomme de même,s'il le juge utile,un ou plusieurs vice-présidents dont il fixe également la durée des fonctions sans qu'elle puisse excéder la durée de leur mandat d'administrateur.

Le conseil peut nommer également un secrétaire même en dehors de ses membres.

En cas d'absence ou d'empêchement du président,la séance du conseil est présidée par le vice-président exerçant les fonctions de directeur général ou le vice-président le plus ancien.

A défaut,le conseil désigne parmi ses membres le président de séance.

Le président,les vice-présidents et le secrétaire peuvent toujours être réélus.

Nul ne peut être nommé président-directeur général s'il est âgé de plus de soixante dix ans.D'autre part,si le président-directeur général vient à dépasser cet âge,il est réputé démisionnaire d'office à l'issue de la plus prochaine réunion du conseil d'administration.

Article 17

DELIBERATIONS DU CONSEIL

I.-Le conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige,sur la convocation de son président ou celle du tiers au moins de ses membres,même si la dernière réunion date de moins de deux mois.

La réunion a lieu soit au siège social,soit en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

En principe,la convocation doit être faite trois jours à l'avance par lettre,télégramme ou télex.Mais elle peut être verbale et sans délai si tous les administrateurs y consentent.

Toute convocation doit mentionner les principales questions figurant à l'ordre du jour.

II.-Pour la validité des délibérations,la présence effective de la moitié au moins des administrateurs est nécessaire.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés,chaque administrateur disposant d'une voix et ne pouvant représenter plus d'un de ses collègues.Toutefois,lorsque le conseil d'administration est appelé à statuer sur un projet de cession d'actions à un tiers non actionnaire dans les conditions prévues à l' article 11 des présents statuts,la décision d'agrément est prise à la majorité des deux tiers des voix des membres présents ou représentés.

En cas de partage,la voix du président de séance est prépondérante.

III.-Il est tenu un registre de présence qui est signé par les administrateurs participant à la séance du conseil d'administration.

La justification du nombre des administrateurs en exercice et de leur nomination résulte valablement,vis-à-vis de tiers,de la seule énonciation dans le procès-verbal de chaque réunion des noms des administrateurs présents,représentés ou absents.

IV.-Les délibérations du conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux établis conformément aux dispositons légales en vigueur et signés par le président de la séance et par un administrateur ou,en cas d'empêchement du président,par deux administrateurs.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont certifiés par le président du conseil d'administration,un directeur général,l'administrateur délégué temporairement dans les fonctions du président ou un fondé de pouvoirs habilité à cet effet.

Article 18

POUVOIRS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société et pour faire ou autoriser toutes les opérations intéressant l'activité de la société,telle qu'elle est fixée dans l'objet social.

Dans les rapports avec les tiers,la société est engagée même par les actes du conseil d'administration qui ne relèvent pas de l'objet social à moins qu'elle ne prouve - que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu' il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Tous actes d'administration et même de disposition qui ne sont pas expressément réservés à l'assemblée générale par la loi et par les présents statuts sont de sa compétence.

Le conseil d'administration peut consentir à tous mandataires de son choix toutes délégations de pouvoirs dans la limite de ceux qui lui sont conférés par la loi et par les présents statuts.

Il peut décider la création de comités chargés d' étudier les questions que lui-même ou son président soumet pour avis à leur examen.

Article 19

DIRECTION GENERALE - DELEGATION DE POUVOIRS

I.-Le président du conseil d'administration assume, sous sa responsabilité,la direction générale de la société et la représente dans ses rapports avec les tiers,avec les pouvoirs les plus étendus,dans la limite de l'objet social,sous réserve toutefois des pouvoirs expressément attribués par la loi aux assemblées générales et des pouvoirs spécifiques du conseil d'administration.

Le président engage la société même par les actes qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Toute limitation des pouvoirs du président par décision du conseil d'administration est sans effet à l'égard des tiers.

Le président du conseil d'administration a la faculté de substituer partiellement dans ses pouvoirs autant de mandataires qu'il avisera.

En cas d'empêchement temporaire ou de décès du président,le conseil d'administration peut déléguer un administrateur dans les fonctions de président.En cas d'empêche.

)

ment ,cette délégation est de durée limitée et renouvelable.En cas de décès,elle vaut jusqu'à l'élection du nouveau président.

II.-Sur la proposition du président,le conseil d'administration peut nommer un directeur général et,dans le cas autorisé par la loi,deux directeurs généraux.

Les directeurs généraux sont obligatoirement des personnes physiques;ils peuvent être choisis parmi les administrateurs ou en dehors d'eux.

Nul ne peut être nommé directeur général s'il est âgé de plus de soixante cinq ans.D'autre part,si un directeur général en fonctions vient à dépasser cet âge,il est réputé démissionnaire à l'issue de la plus prochaine réunion du conseil d'administration.

Les directeurs généraux sont révocables à tout moment par le conseil d'administration,sur la proposition du président;en cas de décès,démission ou révocation de ce dernier,ils conservent sauf décision contraire du conseil leurs fonctions et leurs attributions jusqu'à la nomination du nouveau président.

L'étendue et la durée des pouvoirs délégués aux directeurs généraux sont déterminés par le conseil d'administration,en accord avec le président.Toutefois,la limitation de ces pouvoirs n'est pas opposable aux tiers,vis-à-vis desquels chaque directeur général a les mêmes pouvoirs que le président.

Lorsqu'un directeur général est administrateur,la durée de ses fonctions ne peut excéder celle de son mandat.

II.-Le conseil d'administration peut confier à tous mandataires,choisis parmi ses membres ou hors de son sein des missions permanentes ou temporaires qu'il détermine, leur déléguer les pouvoirs et fixer la rémunération qu'il juge convenable.

Article 20
REMUNERATION DES ADMINISTRATEURS DU PRESIDENT DES DIRECTEURS GENERAUX & DES MANDATAIRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

I.-L'assemblée générale ordinaire peut allouer aux administrateurs des jetons de présence,dont le montant est porté aux frais généraux de la société et reste maintenu jusqu'à décision contraire de l'assemblée générale.

Le conseil d'administration répartit cette rémunération entre ses membres comme il l'entend.

II.-La rémunération du président du conseil d'administration et celle des directeurs généraux est fixée par le conseil d'administration;elle peut être fixe ou proportionnelle,ou à la fois fixe et proportionnelle.

III.-Il peut être alloué par le conseil d'administration des rémunérations exceptionnelles pour les missions ou mandats confiés à des administrateurs;dans ce cas,ces rémunérations sont portées aux charges d'exploitation et soumises à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire.

Aucune autre rémunération,permanente ou non,que celles ici prévues,ne peut être allouée aux administrateurs,sauf s'ils sont liés à la société par un contrat de travail dans les conditions autorisées par la loi.

Article 21
CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE & UN ADMINISTRATEUR OU DIRECTEUR GENERAL

Toute convention entre la société et l'un de ses administrateurs ou directeurs généraux,soit directement,soit indirectement,soit par personne interposée,doit être soumise à l'autorisation préalable du conseil d'administration.

Il en est de même pour les conventions entre la société et une autre entreprise,si l'un des administrateurs ou directeurs généraux de la société est propriétaire,associé en nom,gérant,administrateur,directeur général,membre du conseil de surveillance ou du directoire de l'entreprise.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes de la société et conclues à des conditions normales.

L'administrateur ou le directeur général intéressé est tenu d'informer le conseil dès qu'il a connaissance d'une convention soumise à autorisation.Il ne peut prendre part au vote sur l'autorisation sollicitée.

Ces conventions sont autorisées dans les conditions prévues par la loi.

Article 22
ACHAT PAR LA SOCIETE D'UN BIEN APPARTENANT A UN ACTIONNAIRE

Lorsque la société,dans les deux ans suivant son immatriculation,acquiert un bien appartenant à un actionnaire

et dont la valeur est au moins égale à un dixième du capital social,un commissaire,chargé d'apprécier,sous sa responsabilité,la valeur de ce bien,est désigné par décision de justice,à la demande du Président du conseil d'administration.

Le rapport du commissaire ainsi que les autres documents prévus par la loi sont mis à la disposition des actionnaires.

L'assemblée générale ordinaire statue sur l'évaluation du bien,à peine de nullité de l'acquisition.Le vendeur n'a voix délibérative,ni pour lui-même ni comme mandataire.

Toutefois,ces dispositions ne sont pas applicables lorsque l'acquisition est faite en bourse,sous le contrôle d'une autorité judiciaire,ou dans le cadre des opérations courantes de la société et conclues à des conditions normales.

Article 23

COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le contrôle est exercé par un ou deux commissaires aux comptes et,le cas échéant,par un ou deux commissaires aux comptes suppléants qui sont nommés et exercent leur mission conformément à la loi.

Article 24

ASSEMBLEES GENERALES

Les décisions collectives des actionnaires sont prises en assemblées générales,lesquelles sont qualifiées d'ordinaires,d'extraordinaires ou de spéciales selon la nature des décisions qu'elles sont appelées à prendre.

Les assemblées spéciales réunissant les titulaires d'actions d'une catégorie déterminée pour statuer sur toute modification des droits des actions de cette catégorie.Ces assemblées sont convoquées et délibèrent dans les mêmes conditions que les assemblées générales extraordinaires.

Toute assemblée générale régulièrement constituée représente l'universalité des actionnaires.

Les délibérations des assemblées générales obligent tous les actionnaires,même absents,dissidents ou incapables.

Article 25
CONVOCATION & LIEU DE REUNION DES ASSEMBLEES GENERALES

Les assemblées générales sont convoquées soit par le conseil d'administration,soit par le ou les commissaires aux comptes en cas d'urgence,soit par toute personne habilitée à cet effet.

Les assemblées générales sont réunies au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

La convocation est faite,quinze jours avant la date de l'assemblée soit par un avis inséré dans un journal d' annonces légales du département du lieu du siège social, soit par lettre recommandée adressée à chaque actionnaire Dans le premier cas,chacun d'eux doit être également convoqué par lettre ordinaire ou,sur sa demande et à ses frais,par lettre recommandée.

Lorsque l'assemblée n'a pu délibérer faute de réunir le quorum requis la deuxième assemblée et,le cas échéant, la deuxième assemblée prorogée,sont convoquées six jours au moins à l'avance dans les mêmes formes que la première L'avis et les lettres de convocation de cette deuxième assemblée reproduisent la date et l'ordre du jour de la première.

Chaque avis et les lettres de convocation doivent contenir les mentions prescrites par la loi.

Article 26
ORDRE DU JOUR

I.-L'ordre du jour des assemblées est arrêté par l' auteur de la convocation.

II.-Un ou plusieurs actionnaires,représentant au moins la quotité du capital social fixée par la loi et agissant dans les conditions et délai légaux,ont la faculté de requérir,par lettre recommandée avec accusé de réception,l'inscription à l'odre du jour de l'assemblée de projets de résolutions.

III.-L'assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour,lequel ne peut être modifié sur deuxième convocation.Elle peut toutefois en toutes circonstances,révoquer un ou plusieurs administrateurs et procéder à leur remplacement.

Article 27

ACCES AUX ASSEMBLEES - POUVOIRS

I.-Tout actionnaire a le droit d'assister aux assemblées générales et de participer aux délibérations,personnellement ou par mandataire,quel que soit le nombre d'actions qu'il possède,sur simple justification de son identité et également de la propriété de ses titres sous la forme et dans le délai mentionnés dans la convocation,sans toutefois que ce délai puisse excéder cinq jours avant la réunion de l'assemblée.

II.-Tout actionnaire ne peut se faire représenter que par son conjoint ou par un autre actionnaire.A cet effet, le mandataire doit justifier de son mandat.

Les représentants légaux d'actionnaires juridiquement incapables et les personnes physiques représentant des personnes morales actionnaires prennent part aux assemblées qu'ils soient ou non personnellement actionnaire.

III.-Tout actionnaire peut voter par correspondance au moyen d'un formulaire établi et adressé à la société dans les conditions fixées par la loi.

Article 28

FEUILLE DE PRESENCE-BUREAU-PROCES-VERBAUX

I.-A chaque assemblée est tenue une feuille de présence contenant les indications prescrites par la loi.

Cette feuille de présence,dûment émargée par les actionnaires présents et les mandataires et à laquelle sont annexés les pouvoirs donnés à chaque mandataire,et le cas échéant les formulaires de vote par correspondance,est certifiée exacte par le bureau de l'assemblée.

II.-Les assemblées sont présidées par le président du conseil d'administration ou,en son absence,par un vice-président ou par un administrateur spécialement délégué à cet effet par le conseil.

Si l'assemblée est convoquée par le ou les commissaires aux comptes,l'assemblée est présidée par l'un d'eux.

Dans tous les cas,à défaut de la personne habilitée ou désignée pour présider l'assemblée,celle-ci élit son Président.

Les fonctions de scrutateurs sont remplies par les deux actionnaires,présents et acceptant,disposant tant par eux-mêmes que comme mandataires,du plus grand nombre de voix.

)

Le bureau ainsi composé désigne un secrétaire qui peut ne pas être actionnaire.

Les membres du bureau ont pour mission de vérifier,certifier et signer la feuille de présence,de veiller à la bonne tenue des débats,de règler les incidents de séance, de contrôler les votes émis et d'en assurer la régularité, et de veiller à l'établissement du procès-verbal.

III.-Les procès-verbaux sont dressés et les copies ou extraits des délibérations sont délivrés et certifiés conformément à la loi.

Article 29

QUORUM - VOTE - NOMBRE DE VOIX

I.-Dans les assemblées générales ordinaires et extraordinaires,le quorum est calculé sur l'ensemble des actions

---

composant le capital social et,dans les assemblées spéciales,sur l'ensemble des actions de la catégorie intéressée déduction faite des actions privées du droi de vote en vertu des dispositions de la loi.

En cas de vote par correspondance,il n'est tenu compte pour le calcul du quorum que des formulaires reçus par la société avant la réunion de l'assemblée,dans les conditions et délais fixés par décret.

II.-Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel au capital qu'elles représentent.A égalité de valeur nominale,chaque action de capital ou de jouissance donne droit à une voix.

III.-Au cas où des actions sont remises en gage,le droit de vote est exercé par le propriétaire des titres.A cet effet,le créancier gagiste dépose,à la demande de son débiteur les actions qu'il détient en gage,sous la forme et dans le délai indiqués dans la convocation.

La société émettrice ne peut valablement voter avec des actions par elle souscrites,ou acquises ou prises en gage.Il n'est pas tenu compte de ces actions pour le calcul du quorum.

IV.-Le vote a lieu et les suffrages sont exprimés,à main levée,ou par assis et levés,ou par appel nominal,selon ce qu'en décide le bureau de l'assemblée.

Article 30

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

I.-L'assemblée générale ordinaire est celle qui est appelée à prendre toutes décisions qui ne modifient pas les statuts.

Elle est réunie au moins une fois l'an,dans les délais légaux et réglementaires en vigueur,pour statuer sur les comptes de l'exercice social précédent.

Elle a,entre autres pouvoirs,les suivants :

Approuver,modifier ou rejeter les comptes qui lui sont soumis;

Statuer sur la répartition et l'affectation des bénéfices en se conformant aux dispositions statutaires;

Nommer et révoquer les administrateurs et les commissaires aux comptes;

Approuver ou rejeter les nominations d'administrateurs faites à titre provisoire par le conseil d'administration;

Fixer le montant des jetons de présence alloués au conseil d'administration;

Statuer sur le rapport spécial des commissaires aux comptes concernant les conventions soumises à l'autorisation préalable du conseil d'administration;

Autoriser les émissions d'obligations non convertibles ni échangeables contre des actions,ainsi que la constitution des sûretés réelles qui pourraient leur être conférées.

II.-L'assemblée générale ordinaire ne délibère valablement,sur première convocation,que si les actionnaires présents,représentés ou ayant voté par correspondance possèdent au moins le quart des actions ayant le droit de vote.

Sur deuxième convocation,aucun quorum n'est requis.

Elle statue à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés y compris les actionnaires ayant voté par correspondance.

Article 31

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

I.-L'assemblée générale extraordinaire est seule habilitée à modifier les statuts dans toutes leurs dispositions.Elle ne peut toutefois augmenter les engagements des

)

actionnaires,sous réserve des opérations résultant d'un échange ou d'un regroupement d'actions régulièrement décidé et effectué.

II.-L'assemblée générale extraordinaire ne délibère valablement que si les actionnaires présents,représentés ou ayant voté par correspondance possèdent au moins,sur première convocation,la moitié et,sur deuxième convocation, le quart des actions ayant le droit de vote.A défaut de ce dernier quorum,la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée.

Elle statute à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés y compris les actionnaires ayant voté par correspondance.

III.-Par dérogation légale aux dispositions qui précèdent,l'assemblée générale qui décide une augmentation de capital par voie d'incorporation de réserve,bénéfices ou primes d'émission,peut statuer aux conditions de quorum et de majorité d'une assemblée générale ordinaire.

En outre,dans les assemblées générales extraordinaires appelées à délibérer sur l'approbation d'un apport en nature ou l'octroi d'un avantage particulier,l'apporteur ou le bénéficiaire dont les actions sont privées du droit de vote,n'a voix délibérative,ni pour lui-même ni comme mandataire,et chacun des autres actionnaires dispose d'un nombre de voix égal à celui des actions qu'il possède sans que ce nombre puisse excéder dix,le mandataire d'un actionnaire disposant des voix de son mandant dans les mêmes conditions et limite.

IV.-S'il existe plusieurs catégories d'actions,aucune modification ne peut être faite aux droits des actions d'une de ces catégories,sans vote conforme d'une assemblée générale extraordinaire ouverte à tous les actionnaires et,en outre,sans vote également conforme d'une assemblée générale ouverte aux seuls propriétaires des actions de la catégorie intéressée.

Article 32

DROIT DE COMMUNICATION DES ACTIONNAIRES

Tout actionnaire a le droit d'obtenir communication des documents nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause et de porter un jugement informé sur la gestion et la marche de la société.

La nature de ces documents et les conditions de leur envoi ou mise à disposition sont déterminés par la loi.

Article 33

EXERCICE SOCIAL

L'année sociale commence le premier janvier -------- et finit le trente et un décembre ------- de chaque année.

Par exception,le premier exercice social comprendra le temps à courir à compter de la date d'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés jusqu'au trente et un décembre mil neuf cent quatre vingt quatre.

Article 34

INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales,conformément à la loi.

A la clôture de chaque exercice,le conseil d'administration dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres,le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice,ainsi que l'annexe complétant & commentant . l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Il est procédé,même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice,aux amortissements et provisions nécessaires.Le montant des engagements cautionnés,avalisés ou garantis par la société est mentionné à la suite du bilan.

Le conseil d'administration établit le rapport de gestion sur la situation de la société durant l'exercice écoulé,son évolution prévisible,les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi,ses activités en matière de recherche et de développement.

Article 35

FIXATION - AFFECTATION & REPARTITION DES BENEFICES

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence,après déduction des amortissements et des provisions,le bénéfice de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué,le cas échéant, des pertes antérieures,il est prélevé cinq pour cent au moin pour constituer le fonds de réserves légales.Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social;il reprend son cours lorsque,pour une raison quelconque,la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve,en application de la loi et des statuts et augmenté du report bénéficiaire.

Ce bénéfice est réparti entre tous les actionnaires proportionnellement au nombre d'actions appartenant à chacun d'eux.L'assemblée générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition,en indiquant expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Toutefois les dividendes sont prélevés par priorité sur les bénéfices de l'exercice.Hors le cas de réduction de capital,aucune distribution ne peut être faite aux actionnaires lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci,inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que le loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.L'écart de réévaluation n'est pas distribuable,il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Toutefois,après prélèvement des sommes portées en réserve,en application de la loi,l'assemblée générale peut prélever toutes sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives,ordinaires ou extraordinaires,ou de reporter à nouveau.

Article 36

MODALITES DE PAIEMENT DES DIVIDENDES-ACOMPTES

I.-L'assemblée générale a la faculté d'accorder à chaque actionnaire pour tout ou partie du dividende mis en distribution,une option entre le paiement du dividende en actions dans les conditions légales ou en numéraire.

II.-Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par l'assemblée générale,ou à défaut par le conseil d'administration.

La mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice,sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Toutefois,lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un commissaire aux comptes fait apparaître que la société,depuis la clôture de l'exercice précédent,après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve,en application de la loi ou des statuts,a réalisé un bénéfice,il peut être distribué des acomptes sur dividende avant l'approbation des comptes de l'exercice.Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

Aucune répétition de dividende ne peut être exigée des actionnaires sauf lorsque la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et que la société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances.Le cas échéant,l'action en répétition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes.

Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

Article 37

CAPITAUX PROPRES INFERIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

Si,du fait de pertes constatées dans les documents comptables,les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social,le conseil d'administration est tenu,dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes,de convoquer l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires,à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée,le capital doit être,dans le délai fixé par la loi et sous réserve des dispositions,de l'article 8-II ci-dessus,réduit d'un montant égal à celui des pertes constatées si dans ce délai les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Dans les deux cas,la décision de l'assemblée générale est publiée dans les conditions réglementaires.

En cas d'inobservation des prescriptions de l'un ou plusieurs des alinéas qui précèdent,tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société.Il en est de même si les actionnaires n'ont pu délibérer valablement.

Toutefois,le Tribunal ne peut prononcer la dissolution si au jour où il statue sur le fond,la régularisation a eu lieu.

Article 38

DISSOLUTION - LIQUIDATION

Hors les cas de dissolution judiciaire prévus par la loi,il y aura dissolution de la société à l'expiration du terme fixé par les statuts ou par décision de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires.

Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par cette assemblée générale extraordinaire aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les assemblées générales ordinaires.

Le liquidateur représente la société,il est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif,même à l'amiable.Il est habilité à payer les créanciers et répartir le solde disponible.

L'assemblée générale des actionnaires peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

Le partage de l'actif net subsistant après remboursement du nominal des actions est effectué entre les actionnaires dans les mêmes proportions que leur participation au capital.

Article 39

CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la société ou de sa liquidation,soit entre les actionnaires,les administrateurs et la société,soit entre les actionnaires eux-mêmes,relativement aux affaires sociales,seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

Statuts mis à jour
à la date du 15 septembre 2000